

Convention collective

IDCC : 8252. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(BASSE-NORMANDIE)
(19 décembre 1989)**

(Etendue par arrêté du 13 août 1990,
Journal officiel du 30 août 1990)

AVENANT N° 39 DU 4 DÉCEMBRE 2008

NOR : *AGRS0997033M*

IDCC : 8252

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats chrétiens de Basse-Normandie CFTC ;

La CFDT FGA de Basse-Normandie ;

L'union régionale de Basse-Normandie FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 27-I A « Indemnisation de l'arrêt de travail occasionné par une maladie ou un accident de la vie privée » est ainsi annulé et remplacé par :

« En cas de maladie ou d'accident de la vie privée, tout salarié non cadre ayant 6 mois d'ancienneté continue dans la profession bénéficia, à compter du 8^e jour d'arrêt, d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la caisse de mutualité sociale agricole de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 90 % du salaire brut retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant :

- 30 jours, si l'ancienneté est comprise entre 6 mois et 8 ans ;
- 40 jours, si l'ancienneté est supérieure à 8 ans et inférieure ou égale à 13 ans ;
- 50 jours, si l'ancienneté est supérieure à 13 ans et inférieure ou égale à 18 ans ;
- 60 jours, si l'ancienneté est supérieure à 18 ans et inférieure ou égale à 23 ans ;

- 70 jours, si l'ancienneté est supérieure à 23 ans et inférieure ou égale à 28 ans ;
- 80 jours, si l'ancienneté est supérieure à 28 ans et inférieure ou égale à 33 ans ;
- 90 jours, si l'ancienneté est supérieure à 33 ans.

A l'issue de cette première période d'indemnisation, l'indemnisation se poursuit à hauteur de 80 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières légales. »

Article 2

L'article 27-I B « Indemnisation de l'arrêt de travail occasionné par un accident de travail, de trajet ou de maladie professionnelle » est ainsi annulé et remplacé par :

« En cas d'accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle, tout salarié non cadre bénéficie, à compter du premier jour d'arrêt, d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la caisse de mutualité sociale agricole de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 90 % du salaire brut retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant :

- 30 jours, si l'ancienneté est inférieure ou égale à 8 ans ;
- 40 jours, si l'ancienneté est supérieure à 8 ans et inférieure ou égale à 13 ans ;
- 50 jours, si l'ancienneté est supérieure à 13 ans et inférieure ou égale à 18 ans ;
- 60 jours, si l'ancienneté est supérieure à 18 ans et inférieure ou égale à 23 ans ;
- 70 jours, si l'ancienneté est supérieure à 23 ans et inférieure ou égale à 28 ans ;
- 80 jours, si l'ancienneté est supérieure à 28 ans et inférieure ou égale à 33 ans ;
- 90 jours, si l'ancienneté est supérieure à 33 ans.

A l'issue de cette première période d'indemnisation, l'indemnisation se poursuit à hauteur de 80 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières légales. »

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2008.

Fait à Caen, le 4 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)